

## 15. DE LA CROISSANCE AUX INDICATEURS ALTERNATIFS DE RICHESSE

[Florence Jany-Catrice](#), Propos recueillis par [Chloé Pariset](#), [Lénaïc Couderc](#)

La Découverte | « [Regards croisés sur l'économie](#) »

2018/1 n° 22 | pages 205 à 214

ISSN 1956-7413

ISBN 9782348040764

DOI 10.3917/rce.022.0205

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-regards-croises-sur-l-economie-2018-1-page-205.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

---

## *De la croissance aux indicateurs alternatifs de richesse*

### *From growth to alternative wealth indicators*

FLORENCE JANY-CATRICE

Professeure des universités à l'Université de Lille 1

*En quoi la croissance économique s'est-elle  
affranchie d'une simple définition comptable et  
peut-elle aujourd'hui être considérée comme un  
dogme ?*

La croissance économique ne s'est jamais limitée à n'être qu'une définition comptable. Elle a toujours revêtu une double face de signifiant et de signifié.

Les origines de la croissance se trouvent du côté de l'économie politique classique, notamment chez Malthus (Méda, 2008) qui suggère qu'il faudrait un outil pour *mesurer* l'expansion des économies ou l'accroissement des richesses.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les principaux pays occidentaux installent les systèmes de comptes nationaux (SCN), à la suite de S. Kuznets qui avait testé un « revenu national » dans les années 1930 aux États-Unis. Les SCN rendent possible le calcul d'un indicateur synthétique des flux de l'activité économique, le Produit intérieur brut (PIB). Celui-ci est donc conçu pour donner une estimation de

tout ce qui est produit sur une période donnée par les unités économiques et qui transite par le marché, auquel est ajoutée, depuis 1977, une estimation de la production des services publics.

Le PIB a une double puissance heuristique et de communication : il résume en effet, à lui seul, des niveaux d'activités très hétérogènes (de la production de voitures à l'aide à domicile auprès des personnes âgées dépendantes) *via* l'équivalent général qu'est la monnaie.

Quant à la croissance économique, elle est une mesure de l'expansion du PIB en volume. Cette idée de « volume » signifie assez simplement que lorsqu'on a  $x$  % de « croissance », cette progression est débarrassée des bruits liés à l'inflation (en déflatant la série, on obtient une estimation de la progression). Le « volume » fournit donc une estimation des quantités et des qualités de ce qui est produit. L'indicateur de croissance est élaboré pour accompagner la *priorité politique* des années 1950 de reconstruction des économies sur une base industrielle et marchande. La croissance et la productivité sont alors érigées comme les deux piliers de la régulation fordiste<sup>1</sup> et du compromis sociopolitique qui l'accompagne (croissance et gains de productivité en contrepartie d'une large redistribution et d'une protection sociale associée au salariat).

C'est dans les décennies suivantes que la croissance économique s'impose comme indicateur de « finalité » des sociétés. Les facteurs sont multiples et tiennent à la fois à certaines croyances tenaces des économistes et plus généralement à l'évolution du régime des idées et aux modifications

---

1 On entend ici, à la suite des travaux de la Régulation, un mode de régulation comme un ensemble de processus qui permet à différentes formes institutionnelles (de l'État, de la monnaie, du rapport salarial etc.) de faire « système ».

dans les jugements portés sur « la puissance » des nations (Fourquet, 1991)

La croyance dans les vertus intrinsèques du progrès technique et des innovations fait partie des moteurs centraux de ce basculement. Lorsque l'idée de « croissance endogène » se diffuse en macroéconomie, les imaginaires d'une croissance infinie sont rendus plausibles, les progrès techniques entraînant plus de croissance, entraînant davantage de progrès technique etc. La croyance dans les effets intrinsèquement redistributifs de la croissance économique (le « *trickle down effect* ») produira les mêmes effets sur l'importance accordée à cet indicateur.

Mais la transformation du statut de l'indicateur en dogme a également été rendue possible par la position de plus en plus dominante occupée non seulement par les économistes dans le champ des idées du politique (Lebaron, 2000) mais aussi par les organisations internationales (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Organisation de coopération et de développement économiques, Union européenne). De plus en plus dominantes dans la production de connaissances et de jugements établis à partir de comparaisons internationales, ces organisations favorisent à partir de la fin des années 1970 la circulation de quelques indicateurs. Le PIB, la croissance, l'inflation et la dette publique sont progressivement érigés en « indicateurs clefs », armant les jugements rapides sur la « puissance » comparée des nations.

*Comment cette importance accordée à la croissance modifie-t-elle la perception et l'orientation des politiques publiques ?*

Cela fait plusieurs décennies déjà que la croissance économique est devenue un projet hégémonique.

Et, paradoxalement, ce projet s'est d'autant plus accentué lorsque la croissance économique s'est affaïssée avec la fin de l'ère fordiste. Cela a été concomitant avec la diffusion d'une *doxa* qui s'est largement répandue à divers niveaux et que l'on pourrait résumer par « faire des efforts pour retrouver la croissance » : politiques d'intensification du travail et de flexibilisation du marché du travail pour retrouver la croissance ; politique de rigueur publique pour libérer l'initiative privée et reconquérir la croissance ; politique monétariste d'autonomisation du pouvoir monétaire, maintenant un bas niveau d'inflation, pour relancer la croissance...

Il apparaît pourtant aux yeux de certains chercheurs, encore marginaux, et sans aucun doute dominés dans le champ académique, que l'indicateur de la croissance, malgré les réformes régulières dont il a fait l'objet<sup>2</sup> n'est plus en état ni de rendre compte des niveaux d'activité en volume ni même de résoudre les multiples crises auxquelles le capitalisme fait face.

### ***Rendre compte des niveaux d'activité en volume***

Les économies occidentales du <sup>xxi</sup>e siècle sont marquées par une part prépondérante des services dans l'activité économique : ceux-ci représentent entre 70 et 80 % de la production nationale. Or, l'indicateur du PIB en volume nécessite, pour permettre de bien capter statistiquement son évolution, des unités de produit identifiables et une qualité stable dans le temps. Ces deux conditions sont de moins

---

2 Notamment l'introduction dans le périmètre du PIB de services rendus par les administrations publiques en 1977 ; la modification du traitement des dépenses de R&D en 2014 ; l'introduction des recettes issues du trafic de drogue en 2018.

en moins remplies dans des économies dans lesquelles la « production » consiste *pour une très grande part* à accompagner, animer, conseiller, soigner, éduquer, prendre soin, traiter des informations etc. Dans ces activités économiques en effet, une unité standard de produit est délicate à identifier du fait du caractère idiosyncrasique des relations de service. La qualité du service est intrinsèquement instable, même si des dispositifs multiples « équipent » le marché pour tenter d'en réduire l'incertitude (Karpik, 2007). En tous cas, ces opérations font inévitablement l'objet de *conventions* (interindividuelles ou collectives) et *d'interprétations* sur la « qualité » de ce qui est produit. Comment, par exemple, définir un service d'enseignement de qualité ? Un service de travail et d'accompagnement social de qualité ? La statistique publique en est évidemment consciente mais les contorsions qu'elle s'oblige à effectuer pour mettre en adéquation les évolutions « en volume » dans ce système productif en mutation rapide sont fragiles. Les réalités des « économies de la qualité » peinent à entrer dans un système statistique qui a été conçu pour rendre compte de progrès industriels et marchands (Jany-Catrice, 2017).

### ***Résoudre les crises du capitalisme***

La croissance économique permettrait-elle à elle seule de résoudre les crises du *xxi*<sup>e</sup> siècle ? Certains en doute. Les uns critiquent la centralité de la valeur travail que réclame la croissance économique dans les conventions actuelles de sa mesure ; d'autres considèrent que les soubresauts conjoncturels de la croissance économique des dernières décennies n'ont pas permis une réduction des crises, le chômage étant en effet resté à un niveau élevé. D'autres enfin, sans doute les plus nombreux, soulignent que les enjeux du *xxi*<sup>e</sup> siècle

sont d'une autre nature que ceux du milieu du xx<sup>e</sup> siècle. Ces auteurs mettent en avant la question environnementale, doutant de la capacité des « sociétés de croissance » à pouvoir résoudre les grands défis écologiques, en particulier les défis urgents identifiés par Rockström *et al.* (2009) : changement climatique, perte de la biodiversité terrestre et marine et interférence avec les cycles de nitrogène et de phosphore. Ils en doutent, d'autant plus que de plus en plus de recherches documentent le lien étroit entre niveau de richesse économique et externalités négatives<sup>3</sup>. Ces auteurs, qui se situent souvent dans une perspective éthique et théorique de soutenabilité forte, mettent à leur agenda de « nouveaux indicateurs de richesse » pour conduire des politiques publiques notamment de transition écologique et sociale à la hauteur de ces enjeux.

*Quels indicateurs alternatifs de richesse ont été imaginés ? Quelle visibilité ont-ils hors du monde académique ?*

Des ouvrages ont mis à jour la grande variété des indicateurs alternatifs de richesse, acceptant implicitement que le terme de « richesse » ne soit pas préempté uniquement par l'économie, ce que tous les chercheurs n'admettent pas, et en élargissant donc son contenu.

La mise à jour régulière de ces initiatives relève pourtant de l'exploit tant les travaux se multiplient. Cela est sans doute le signe d'une prise de conscience – y compris chez les académiques – des apories et contingences des statistiques macroéconomiques. L'ouvrage co-écrit en 2005 *Les nouveaux*

---

3 C'est-à-dire l'ensemble des effets négatifs que génère – normalement intentionnellement- la production ou la consommation.

*indicateurs de richesse* (Gadrey, Jany-Catrice, 2005) était, en France, assez innovant de ce point de vue. Le rapport de la Commission Stiglitz-Sen (2009) sur la mesure de la performance économique et le progrès social validait, lui aussi, les limites du PIB et fournissait une caution intellectuelle majeure aux recherches ultérieures, quelles que soient les perspectives épistémiques dans lesquelles ces recherches se développaient.

On peut lire la multiplication de travaux depuis le début des années 1990 comme l'expression du fait que le champ des indicateurs est aussi un champ de pouvoir car les indicateurs ne sont pas neutres mais sont des cadres interprétatifs et représentatifs du monde. C'est ainsi qu'on peut interpréter les projets portés par la Banque mondiale et l'Épargne nette ajustée par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et l'IWI (Inclusive Wealth Index), ou encore par l'OCDE et l'indicateur du mieux-vivre interactif. La visibilité de ces productions est de toute évidence d'abord assurée par la légitimité des organisations qui les promeuvent.

Si la contestation des principaux indicateurs macroéconomiques peut parfois s'accompagner d'indicateurs complémentaires, la *visibilité* de la plupart des indicateurs alternatifs de richesse pour accompagner de nouvelles politiques, au sens de leur appropriation et de leur usage par le politique, n'est pas encore assurée. Sans doute faut-il y voir une certaine inertie dans les modes de pensée des gouvernants.

Interroger les conditions sociales, en tension, pour que ces initiatives gagnent en audience et qu'elles soient appropriées par le monde médiatique, politique et scientifique est essentiel. Parmi ces conditions, on identifie l'ambition de certains indicateurs visant d'emblée une portée universelle, avec les risques qu'une (nouvelle) norme hétéronome s'impose aux nations. L'histoire de l'indice de développement humain (IDH) incarne bien cette tension : la très grande

notoriété de l'IDH est de toute évidence corrélée à l'organisation dont il émane, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Elle n'est pas indépendante non plus du fait que l'IDH applique la même métrique à tous les pays, prenant aussi le risque d'un occidentalocentrisme (c'est un reproche qui a été formulé par des États brésiliens à l'encontre de cet indicateur par exemple). Une autre condition est celle des modalités d'élaboration des indicateurs de richesse : s'appuie-t-on sur les vertus de la science pour faire travailler les experts en chambre, prenant alors le risque d'une dépendance au sentier de la connaissance ? L'intervention de la société civile dans cette élaboration permet-elle la formulation de nouveaux enjeux, par exemple sur des territoires, comme cela a été le cas dans la Région Nord-Pas de Calais, la métropole grenobloise, ou les Pays de la Loire<sup>4</sup> ?

Gagner en *visibilité* nécessite de toute évidence que ces indicateurs soient porteurs de valeurs partagées. Il reste encore un long chemin pour *expérimenter* les modalités de cette expression partagée et pour identifier les « richesses » qui devront être préservées.

### *Que serait une société sans croissance ?*

Les sociétés occidentales font, depuis plusieurs décennies et malgré elles, l'expérience d'une croissance atone. Elles le font sans qu'on soit véritablement assuré que l'on évalue bien, avec la « croissance », ce que l'on pense mesurer... Elles le font aussi sans que cette stagnation ait été délibérée, engageant alors pour la retrouver des recettes surannées, qu'exulte la *doxa* néo-libérale.

---

4 Forum pour d'autres indicateurs de richesse (FAIR), (2011), « La Richesse autrement », Hors-Série, n°48, Alternatives Économiques, février 2011

La question finalement se pose peu de savoir ce que serait une économie sans croissance. L'indicateur de croissance a en effet perdu une partie de sa superbe dans des « économies de qualité », au sens où ce qui est produit fait l'objet d'une *interprétation*, qui pourrait (qui devrait) être contradictoire. Cette interprétation dépend des parties prenantes et des subjectivités individuelles mais elle est aussi enchâssée dans des normes, des règles et des conventions de qualité.

La question devrait plutôt être formulée en ces termes : que devraient être les politiques publiques et les chocs d'investissements publics et privés nécessaires pour accompagner les défis du XXI<sup>e</sup> siècle ? Des indicateurs pluriels permettant d'estimer si le chemin emprunté ne constitue pas une impasse, voire va dans le sens désiré peuvent être utiles, sans constituer une condition suffisante. On est, il est vrai, dans cette réflexion créatrice et disruptive, à distance des réflexes de l'identification des « facteurs pour la libération de la croissance ».

Propos recueillis par  
CHLOÉ PARISSET et LÉNAÏC COUDERC (RCE)

### Bibliographie

- FOURQUET F. (1991), *Les comptes de la Puissance*, Paris : ed. Encres.
- GADREY J., JANY-CATRICE F. (2005) (4<sup>e</sup> éd. 2016), *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Paris : La Découverte, coll. « Repères ».
- JANY-CATRICE F. (2017), « Conflicts in the Calculation and Use of the Price Index – The Case of France », *Cambridge Journal of Economics*
- KARPIK L. (2007), *L'économie des singularités*, Paris : Gallimard.

- LEBARON F. (2000), *La Croyance économique. Les économistes entre science et politique*, Paris : Seuil.
- MÉDA D. (2008), *Au-delà du PIB. Pour une autre mesure de la richesse*, Paris : Champs Actuels.
- ROCKSTRÖM J. *et al.* (2009), « A Safe Operating Space for Humanity », *Nature*, 461, p. 472–475.
- STIGLITZ J., A. SEN, J.-P. FITOUSSI (2009), *Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, Rapport au président de la République, 2 vol., Paris : Odile Jacob.